

LE GRAND MAGHREB, UN MYTHE DEVENU RÉALITÉ ?

L'Union du Maghreb arabe réussira-t-elle à mettre du couscous sur toutes les tables ?

PAR JULIE MORIN

BN KHALDOUN, CÉLÈBRE HISTORIEN ET SOCIOLOGUE tunisien du XIV^e siècle, dans sa magistrale *Histoire des Berbères*, rappelle que les Arabes avaient nommé «Maghreb» (Occident) tout le territoire situé à l'ouest du golfe de Syrte, et «Machreq» (Orient), les terres situées à l'est. Le Grand Maghreb regroupe aujourd'hui cinq pays : la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie. Leurs chefs d'État sont, respectivement, le colonel Mouammar Kadhafi, le président Ben Ali, le président Chadli Bendjedid, le roi Hassan II et le colonel Ould Taya.

Le récit d'Ibn Khaldoun rend compte d'un passé riche et tumultueux, un passé qui a laissé des empreintes similaires çà et là au Maghreb : on y parle, à quelques accents et à quelques dialectes près, la même langue, soit l'arabe. Ce sont des contrées profondément musulmanes; leurs minarets, insérés au cœur des villes, appellent les fidèles à la prière, de la Méditerranée jusqu'aux confins du désert. Ce sont des pays frères, qui malgré leurs luttes, querelles et différends, rêvent depuis longtemps d'une union. Il a fallu attendre le Sommet de Marrakech, qu'ont tenu les dirigeants maghrébins en février 1989, pour que l'idée d'une union, d'un Grand Maghreb qui réunirait les cinq pays, voit finalement le jour. La concrétisation de l'Union du Maghreb arabe (UMA) a toutefois suivi une route sinueuse et semée d'embûches.

En décembre 1988, un an après la reprise des relations diplomatiques entre Tunis et Tripoli, la capitale de l'État tunisien accueillait le leader de la révolution libyenne. C'était la première visite de cette importance qu'effectuait Mouammar Kadhafi en Tunisie depuis la déchéance de Bourguiba et l'accession de Ben Ali au pouvoir, en novembre 1987.

Le chef d'État libyen est reparti trois jours plus tard après avoir tenu des propos qui ont choqué quelque peu : il s'en est pris aux pays occidentaux, en particulier aux États-Unis, et a condamné Yasser Arafat qui avait reconnu l'État d'Israël. Sa visite a toutefois été des plus fructueuses; le colonel a accordé à la Tunisie des subventions importantes. Les deux chefs d'État ont conclu un accord pour la réalisation de projets que les querelles entre ces pays voisins avaient laissés en suspens, comme par exemple la construction d'une autoroute.

La Tunisie ne pouvait demander mieux. Le pays, comme du reste tous les pays du Maghreb, est frappé par une dure crise économique. Le taux de chômage est élevé, et la Tunisie se retrouve avec un trop-plein de cadres, dont beaucoup sont

des jeunes à peine sortis des institutions scolaires. Voilà, Ben Ali n'est pas Bourguiba : les querelles entre Kadhafi et l'ancien président tunisien sont notoires et on se souvient que leurs relations se sont refroidies à maintes reprises, jusqu'à la rupture des relations diplomatiques en septembre 1985. Le nouveau régime, oubliant les querelles passées, entend donc entretenir de bonnes relations avec la Libye, malgré certaines divergences qui séparent les deux gouvernements. À Tunis, comme ailleurs, on se méfie des élans excessifs de Kadhafi.

LA TUNISIE ET LA LIBYE NE SONT PAS LES SEULES à s'être réconciliées. Pour concrétiser l'union maghrébine, il fallait que l'Algérie et le Maroc règlent également leur vieille brouille. C'est ce qu'ils ont fait, après de nombreuses années de désaccord sur la question du Sahara occidental : le 6 mars 1976, le Front Polisario, organisation saharouie qui revendique l'indépendance de cette ancienne colonie espagnole, a proclamé la République arabe saharouie, sous la présidence de Mohammed Abdelaziz, que l'Algérie a reconnue immédiatement; or, ce geste de la part de l'État algérien n'a pas du tout plu au Maroc. Le lendemain de cette déclaration, le Maroc a mis fin à ses relations diplomatiques avec l'Algérie.

Après toutes ces années de querelle, les premiers pas vers la réconciliation ont finalement eu lieu à la frontière des deux pays, à Akid Lotfi, où le président Chadli et le roi Hassan II se sont rencontrés le 4 mai 1987.

Un an plus tard, soit le 16 mai 1988, l'Algérie et le Maroc ont repris leurs relations diplomatiques. En février dernier, tout juste avant le sommet, Hassan II a reçu le président Chadli Bendjedid, puis le 3 mars dernier, les deux chefs d'État ont réglé un litige frontalier en ratifiant la Convention de 1972 qui délimitait des centaines de kilomètres de frontière entre les deux pays. Ce tournant décisif dans les relations entre l'Algérie et le Maroc a eu tout de même une conséquence fâcheuse : l'isolement du Front Polisario. L'Algérie a signé l'article 15 de la constitution de l'UMA qui stipule que «les États membres s'engagent à ne tolérer sur leur territoire aucune activité ou mouvement pouvant porter atteinte à la sécurité ou à l'intégrité territoriale d'un État membre». Le Front Polisario ne pourra donc plus compter sur l'aide algérienne.

Quant à la Mauritanie, à qui l'Espagne avait cédé la partie sud du Sahara occidental, elle a signé un traité de paix avec le Front Polisario en

1979 et s'est ainsi retirée d'un conflit dans lequel elle s'était engagée et qui avait fortement ébranlé son économie. Il allait de soi que la Mauritanie soit comprise au sein de l'UMA puisque historiquement et culturellement elle est très liée aux autres pays du Maghreb. De plus, étant le plus pauvre des pays membres, elle a tout à gagner en participant à l'UMA.

LA REPRISSE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE les pays du Maghreb est donc un des éléments qui a rendu possible la création du Grand Maghreb. Autres aspects dont on ne saurait nier l'importance : la stabilité sociale et politique que certains gouvernements ont su instaurer à l'intérieur de leurs frontières, et l'ouverture politique qu'ils ont adoptée. C'est assurément le cas de la Tunisie. À Tunis, et partout ailleurs dans le pays, le 7 novembre 1987 a quelque chose de magique : cette date marque l'entrée en fonction d'un nouveau président, le deuxième de l'histoire de la Tunisie. C'est un moment attendu par les Tunisiens que l'instabilité sociale avait rendu inquiets et qui étaient devenus las du bourguibisme.

C'est dans la nuit du 6 novembre 1987 que Zine El Abidine Ben Ali, jusqu'alors premier ministre, a pris la gouverne du pays. Le lendemain, le nouveau président annonçait la destitution de Habib Bourguiba : une ère nouvelle s'ouvrait pour ce petit pays d'Afrique du Nord. L'ancien président, fondateur du Nouveau Parti destourien et père de l'indépendance, celui que les Tunisiens avaient appelé le combattant suprême, fut ainsi démis de ses fonctions, après quarante et un ans à la tête du pays.

Les Tunisiens ont accueilli avec soulagement l'ouverture du régime de Ben Ali et ses aspirations à la démocratie. Des organismes d'importance, telle la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, se sont montrés ravis de cette attitude. La première année d'exercice du président Ben Ali s'est déroulée sans entraves majeures, et la plupart des Tunisiens ont appuyé le nouveau régime, jugeant qu'il était trop tôt pour les condamnations. Pourtant, certains événements qu'on ne saurait passer sous silence ont été édifiants à bien des égards. Le gouvernement a saisi le numéro du 16 décembre 1988 de *Réalités*, un hebdomadaire indépendant qui avait énormément souffert de la censure sous Bourguiba. La raison : l'éditorial de Hichem Djaït, intellectuel tunisien bien connu, contenait des propos diffamatoires... La saisie créa un remous dans les milieux journalistiques. Certains ont posé la question avec justesse : «La presse indépendante est-elle en liberté provisoire ?» D'autre part, le 2 avril dernier,